



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Département de la santé, des affaires sociales et de la culture
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur



2015.1444

DIRECTIVE

DU 1^{ER} JUILLET 2013

**OBLIGATION D'ENTRETIEN EN VERTU DU DROIT DE LA FAMILLE
(DETTE ALIMENTAIRE)
ETAT AU 01.01.2016**

INTRODUCTION

L'aide sociale est subsidiaire à l'obligation d'entretien de la famille. Elle n'est accordée que si l'entretien par la famille n'est pas fourni à temps, ou s'il ne suffit pas à couvrir le minimum vital de la personne concernée.

Toute personne en situation d'aisance financière a une obligation de fournir un soutien financier envers les membres de sa parenté en ligne directe (ascendante ou descendante) lorsque, à défaut de cette assistance, la personne tomberait dans le besoin (articles 328 et suivants du code civil suisse).

Cette obligation est à distinguer de celle qu'on les parents envers leurs enfants mineurs ou majeurs, jusqu'à la fin de leur formation pour autant qu'elle soit achevée dans des délais acceptables (articles 276 et suivants du code civil suisse).

Se trouve dans le besoin au sens des articles 328 ss CCS, celui dont le revenu n'est pas suffisant pour subvenir à son entretien. Selon la jurisprudence, la limite inférieure se situe au niveau du minimum vital en matière de poursuite (ATF 101 II 23). Les motifs qui ont conduit à la situation financière sont négligeables. Ainsi, une obligation d'entretien existe même si la personne est tombée dans le dénuement par sa propre faute.

L'obligation d'entretien est réclamée aux membres de la parenté dans l'ordre de leurs droits de succession et pour autant qu'ils vivent dans l'aisance. En présence de plusieurs personnes ayant le même degré de parenté, l'obligation est proportionnelle à leur situation financière.

Bases légales

La problématique est réglée par la constitution fédérale (art. 12), le code civil suisse (art. 328 et suivants), la loi fédérale sur l'assistance (LAS) (art. 25), la loi cantonale sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS) (art. 20) et le règlement d'exécution de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (RELIAS) (art. 47).

Les chapitres F.4 et H.4 des normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) concernant l'obligation d'entretien en vertu du droit de la famille ne sont pas applicables dans le canton du Valais, le sujet étant entièrement réglé par les bases légales précitées, ainsi que par directives du département en charge des affaires sociales.

1. CALCUL DE LA DETTE ALIMENTAIRE

La contribution n'est analysée que si le parent dispose d'un revenu déterminant dépassant un certain seuil (seuil d'aisance). Le revenu déterminant se compose du revenu imposable selon l'impôt fédéral (rubrique 2800 de la taxation fiscale), majoré d'une part de fortune convertie en revenu. La part exigible du parent correspond en principe à la moitié de la différence entre le seuil d'aisance et le revenu déterminant.

1.1 Calcul du revenu déterminant

Le revenu déterminant du parent se compose de deux éléments :

- Le revenu imposable selon l'impôt fédéral (rubrique 2800 de la taxation fiscale)
- Majoré d'une part de la fortune, convertie en revenu

La part à convertir est le montant de la fortune à la valeur vénale, qui dépasse les montants forfaitaires suivants :

- CHF 150'000.- personne seule
- CHF 300'000.- personnes mariées
- CHF 20'000.- complément par enfant mineur/en formation

La conversion du montant restant (fortune à la valeur vénale, moins le forfait) se fait sur la base de l'espérance de vie moyenne, selon le tableau ci-après :

Age du parent	Taux de conversion (part de la fortune utilisée comme revenu annuellement)
18-30 ans	1/60
31-40 ans	1/50
41-50 ans	1/40
51-60 ans	1/30
Plus de 61 ans	1/20

1.2 Seuil d'aisance

La capacité contributive des membres de la famille n'est demandée que lorsque le revenu déterminant est supérieur aux montants suivants :

- CHF 60'000.- personne seule
- CHF 80'000.- personnes mariées
- CHF 10'000.- complément par enfant mineur/en formation

1.3 Principes de calcul de la dette alimentaire

La part exigible d'un parent à titre de contribution d'entretien correspond en principe à la moitié de la différence entre le revenu déterminant et le seuil d'aisance.

Ce montant peut être encore divisé par deux, afin de tenir compte des principes suivants :

- la contribution ne peut être demandée qu'en faveur du parent en ligne directe (ascendante ou descendante) et non de son conjoint (pas de lien de parenté).
- la contribution ne peut être demandée que sur les biens du parent en ligne directe (ascendante ou descendante) et non de son conjoint (pas de lien de parenté).

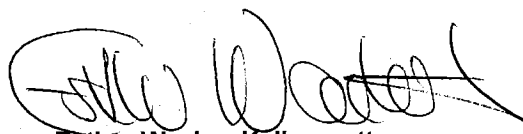
2. PROCEDURE

L'autorité d'aide sociale n'a pas la compétence d'exiger des contributions des parents. Le montant doit donc être fixé sur la base d'un accord négocié. En cas de litige, l'autorité à qui incombe l'obligation d'assistance ou de prise en charge (art. 25 LAS) doit agir en justice en vue de réclamer les contributions pour l'avenir et pour l'année qui précède l'ouverture de l'action, pour autant que l'action ait des chances de succès (art. 279 CCS, art. 20 LIAS). Seuls les éventuels frais de procédure dévolus à la commune sont pris en charge par l'aide sociale et sont intégrés dans le décompte individuel de la personne. Le soutien actif que les personnes assujetties fournissent pour soutenir le bénéficiaire de l'aide (par ex. prestations de prise en charge) doit être pris en compte de manière appropriée.

En vertu de l'art. 329 al. 2 CC, l'obligation d'entretien peut être réduite ou supprimée si des circonstances particulières le justifient (par ex. en cas de crime grave envers le parent tenu à l'entretien ou un des proches de ce dernier ou en cas de violation d'obligations du droit de la famille à l'égard du parent tenu à l'entretien ou de l'un de ses proches).

Si le parent tenu à l'entretien possède des biens immobiliers ou mobiliers importants dont la réalisation immédiate, même partielle, n'est pas possible ou ne peut être raisonnablement exigée, il convient de conclure avec elle une convention particulière (exigibilité des avoirs après l'aliénation ou après le décès du parent, avec, le cas échéant, constitution d'un gage immobilier) (ATF 8C_92/2007).

Les présentes directives entrent en vigueur le 1er juillet 2013.



Esther Waeber-Kalbermatten
Conseillère d'Etat

Dernière modification : janvier 2016



WEISUNG

VOM 1. JULI 2013

FAMILIENRECHTLICHE UNTERSTÜTZUNGSPFLICHT (VERWANDTENUNTERSTÜTZUNG) STAND 01.01.2016

EINFÜHRUNG

Sozialhilfe ist subsidiär zur familienrechtlichen Unterstützungspflicht. Dies bedeutet, dass Sozialhilfe lediglich gewährt wird, wenn die familienrechtliche Unterstützung nicht oder nicht rechtzeitig erfolgt oder nicht ausreicht, um das Existenzminimum zu decken.

In günstigen Verhältnissen lebende Personen sind deshalb verpflichtet, Verwandte in auf- und absteigender Linie zu unterstützen, die ohne diesen Beistand in Not geraten würden (Art. 328 ff. ZGB).

Von der familienrechtlichen Unterstützungspflicht ist die Unterhaltspflicht der Eltern gegenüber ihren unmündigen und volljährigen Kindern zu unterscheiden. Diese dauert bis zum Abschluss einer angemessenen Ausbildung (Art. 276 ff. ZGB).

Nach Art. 328 ff. ZGB haben diejenigen Personen einen Anspruch auf Unterstützung, deren Einkommen nicht ausreicht um den erforderlichen Lebensunterhalt zu sichern. Die Rechtsprechung legt die untere Grenze hierbei beim betriebsrechtlichen Existenzminimum fest (BGE 101 II 23). Die Gründe die zu einer Notlage geführt haben, sind dabei unerheblich. Dies bedeutet, dass selbst im Fall von einer selbstverschuldeten wirtschaftlichen Notsituation eine Unterstützungspflicht besteht.

Die gegenseitige Unterstützungspflicht in auf- und absteigender Linie (Kinder-Eltern-Großeltern, insofern sie in günstigen Verhältnissen leben) ist in der Reihenfolge der Erbberechtigung geltend zu machen. Unter Verwandten gleichen Grades besteht eine nach ihren Verhältnissen anteilmässige Verpflichtung.

Gesetzliche Grundlagen

Die familienrechtliche Unterstützungspflicht wird in der Bundesverfassung (Art. 12 BV), im schweizerischen Zivilgesetzbuch (Art. 328 ff. ZGB), dem Bundesgesetz über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger (Art. 25 ZUG), dem kantonalen Gesetz über die Eingliederung und die Sozialhilfe (Art. 20 GES) und dem Ausführungsreglement zum Gesetz über die Eingliederung und die Sozialhilfe (Art. 47 ARGES) geregelt.

Die Richtlinie F.4 und H4 der Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) betreffend die Berechnung der Verwandtenunterstützung werden im Kanton Wallis nicht angewandt, da die familienrechtliche Unterstützungspflicht bereits in den oben genannten Gesetzen und Weisungen des Sozialdepartements geregelt ist.

1. BERECHNUNG DER VERWANDTENUNTERSTÜTZUNG

Die Prüfung der Beitragsfähigkeit erfolgt nur, wenn das anrechenbare Einkommen des Verwandten über gewissen Grenzen (Schwellenwert "günstige Verhältnisse") liegt. Maßgebende Bemessungsgrundlage ist das steuerbare Einkommen gemäß Bundessteuer

(Rubrik 2800 der Steuerveranlagung) zuzüglich Vermögensverzehr. Als Verwandtenbeitrag ist grundsätzlich die Hälfte der ermittelten Differenz zwischen dem Schwellenwert "günstige Verhältnisse" und dem anrechenbaren Einkommen einzufordern.

1.1 Ermittlung des anrechenbaren Einkommens

Das anrechenbare Einkommen des Verwandten setzt sich zusammen aus:

- dem steuerbaren Einkommen gemäß Bundessteuer (Rubrik 2800 der Steuerveranlagung)
- Vermögensverzehr

Ein Vermögensverzehr wird berücksichtigt, sofern die effektiven Vermögenswerte (maßgebend ist der Verkehrswert) folgende Freibeträge übersteigen:

- CHF 150'000.- Alleinstehende
- CHF 300'000.- Verheiratete
- CHF 20'000.- Zuschlag pro minderjähriges oder in Ausbildung befindliches Kind

Vom verbleibenden Betrag (Vermögen nach Verkehrswert minus Freibetrag) wird anschließend der Vermögensverzehr aufgrund der durchschnittlichen Lebenserwartung gemäß nachstehender Tabelle berechnet:

Alter des Verwandten	Umwandlungsquoten (Verzehr pro Jahr)
18-30	1/60
31-40	1/50
41-50	1/40
51-60	1/30
über 61	1/20

1.2 Schwellenwert "günstige Verhältnisse"

Die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Familienmitglieder wird nur überprüft, wenn das anrechenbare Einkommen über den nachfolgenden Sätzen liegt:

- CHF 60'000.- Alleinstehende
- CHF 80'000.- Verheiratete
- CHF 10'000.- Zuschlag pro minderjähriges oder in Ausbildung befindliches Kind

1.3 Berechnungsgrundlagen der Verwandtenterstützung

Der Verwandtenbeitrag entspricht grundsätzlich der Hälfte der ermittelten Differenz zwischen dem Schwellenwert "günstige Verhältnisse" und dem anrechenbaren Einkommen.

Dieser Betrag kann noch halbiert werden, um folgende Grundsätze zu berücksichtigen:

- Die Beteiligung kann nur vom Verwandten in aufsteigender oder absteigender Linie und nicht von den Verwandten des Ehepartners (keine Verwandtschaft) verlangt werden.
- Die Beteiligung kann nur auf dem Vermögen des Verwandten in aufsteigender oder absteigender Linie und nicht von dessen Partner (keine Verwandtschaft) verlangt werden.

2. VORGEHEN

Es ist sinnvoll, Beiträge von Verwandten auf Grund gegenseitiger Absprachen zu erzielen, da Verwandtenbeiträge nicht mit Beschluss der Fürsorgebehörden eingefordert werden können. Im Streitfall hat das unterstützungspflichtige oder kostentragende Gemeinwesen (Art. 25 ZUG) eine Zivilklage zu erheben, die sich auf Unterhaltsleistungen für die Zukunft und für höchstens ein Jahr vor Klageerhebung erstrecken kann und insofern die Klage Aussicht auf Erfolg hat (Art. 279 ZGB, Art. 20 GES). Einzig die allfälligen Verfahrenskosten, die der Gemeinde zukommen, werden von der Sozialhilfe übernommen und in die individuelle Abrechnung der Person integriert. Die aktive Unterstützung der pflichtigen Verwandten bei der Problembewältigung (z.B. Betreuungsleistungen) ist angemessen zu berücksichtigen.

Gemäß Art. 329 Abs. 2 ZGB ist die Unterstützungspflicht in besonderen Umständen (z.B. schweres Verbrechen gegenüber dem Pflichtigen oder einer diesem nahe verbundenen Person, Verletzung familienrechtlicher Pflichten gegenüber dem Pflichtigen oder dessen Angehörigen) zu ermäßigen oder gar aufzuheben.

Haben Pflichtige in erheblichem Umfang Grundeigentum oder andere Vermögenswerte, deren (teilweise) Verwertung im Moment nicht möglich oder nicht zumutbar ist, sind spezielle Vereinbarungen zu treffen (Fälligkeit des Betrages nach Verkauf der Vermögenswerte oder nach Ableben der Pflichtigen, gegebenenfalls mit Grundpfandrechtlicher Sicherstellung) (BGE 8C_92/2007).

Diese Richtlinien treten am 1. Juli 2013 in Kraft.



Esther Waeber-Kalbermatten
Staatsrätin

Letzte Änderung : Januar 2016